

**RAPPORT DU
COMMISSAIRE AUX
COMPTES**

ADRTL

31/12/2025

..*.*.*
..*.*.*

S O M M A I R E

RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS

COMPTES ANNUELS

RAPPORT SPECIAL

**AGENCE DE DEVELOPPEMENT
ET DE RESERVATION TOURISTIQUE DU LOIRET**
Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901
Siège social : 15 RUE EUGENE VIGNAT
45000 ORLEANS

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos au 31/12/2025

Aux Adhérents

Opinion

En exécution de la mission qui vous nous avez confiée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'AGENCE DE DEVELOPPEMENT ET DE RESERVATION TOURISTIQUE DU LOIRET relatifs à l'exercice clos le 31/12/2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} Janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Principes, règles et méthodes comptables » de l'annexe des comptes annuels. L'exercice clos le 31 Décembre 2025 est le premier exercice d'application des nouveaux règlements ANC n°2022-06 et n°2023-03 relatif à la modernisation des états financiers modifiant les règlements ANC n°2014-03 et n°2018-06.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les subventions d'exploitation, qui s'élèvent à 1 360 051 euros, représentent l'essentiel des ressources de l'association. Compte tenu de leur caractère significatif, nous avons considéré leur comptabilisation et leur correcte affectation à l'exercice comme un point important de notre audit.

Dans le cadre de nos travaux, nous avons notamment examiné les conventions de financement, vérifié le rattachement des subventions à l'exercice concerné et rapproché les montants comptabilisés des pièces justificatives disponibles.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels de l'Association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance associative

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

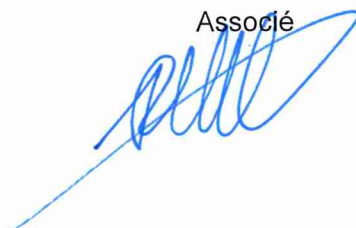
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à ORLEANS, le 21 Mai 2026

Le Commissaire aux comptes
ORCOM AUDIT

Nicolas ROUILLÉ

Associé



BILAN ACTIF	31/12/2025	Amortissements Provisions	31/12/2025	2024
	Brut		Net	Net
Actif Immobilisé				
Frais d'établissement	0,00		0,00	0,00
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Logiciel informatique	1 799,00	1 799,00	0,00	444,76
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Matériel Technique	11 396,20	10 500,84	895,36	2 811,11
Installations générales, agencements	198 012,01	189 757,21	8 254,80	201,29
Matériel De Transport	26 100,00	15 326,50	10 773,50	15 993,50
Matériel de bureau et informatique	70 358,75	55 836,06	14 522,69	7 019,35
Mobilier	35 470,42	34 817,02	653,40	287,71
Immobilisations corporelles en cours	13 192,51		13 192,51	16 509,60
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL (I)	356 328,89	308 036,63	48 292,26	43 267,32
Actif circulant				
CREANCES				
Clients et comptes rattachés	27 444,29		27 444,29	31 778,42
Autres créances	59 746,23		59 746,23	78 715,04
Charges constatées d'avance	17 459,26		17 459,26	22 908,18
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
Autres valeurs mobilières de placeme	200 292,87		200 292,87	200 303,78
Disponibilités	597 152,84		597 152,84	662 018,58
TOTAL (II)	902 095,49	0,00	902 095,49	995 724,00
TOTAL GENERAL ACTIF (I+II)	1 258 424,38	308 036,63	950 387,75	1 038 991,32

BILAN PASSIF	31/12/2025	31/12/2024
	Net	Net
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise	90 797,29	90 797,29
Réserves pour projets de l'entité	371 958,76	273 098,20
Perte de l'exercice	-93 459,62	98 860,56
Situation nette (sous total)	369 296,43	462 756,05
Fonds propres consommables		
Subvention d'investissement	10 242,70	19 630,02
TOTAL (I)	379 539,13	482 386,07
Fonds reportés et dédiés		
Fonds dédiés sur subvention de fonctionnement	4 000,00	10 059,00
TOTAL (II)	4 000,00	10 059,00
Provisions		
Provisions pour risques et charges	253 827,14	185 259,97
TOTAL (III)	253 827,14	185 259,97
Dettes		
Fournisseurs et comptes rattachés	78 949,16	114 067,41
Personnel	136 816,54	138 212,91
Organismes sociaux	76 205,08	75 907,96
Autres dettes fiscales et sociales	6 312,00	7 738,00
Autres dettes	0,00	25 360,00
Produits constatés d' avance	14 738,70	0,00
TOTAL (IV)	313 021,48	361 286,28
TOTAL GENERAL PASSIF (I+II+III+IV)	950 387,75	1 038 991,32

COMPTE DE RESULTAT		2025	2024
Produits d'exploitation			
Cotisations		5 116,40	5 291,32
Ventes de prestations de service		124 600,63	106 276,10
SUBVENTIONS			
Conseil Départemental			
▪ dont subvention commercialisation 25 000€ HT		1 360 051,00	1 437 170,00
Autres subventions		19 860,00	29 800,00
Quote part des subventions d'investissements		9 387,32	0,00
Reprise sur amortissements, dépréciations, provisions		0,00	84 350,77
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		0,00	0,00
Utilisation des fonds dédiés		10 059,00	3 053,00
Autres produits		553,08	8,35
Total des produits d'exploitation		1 529 627,43	1 665 949,54
Charges d'exploitation			
Achats		473 024,57	419 262,47
▪ dont actions de promotion	464 555		
▪ dont assurance annulation	3 088		
▪ dont fourn de bureau/ Petit équipement	5 382		
Services extérieurs			
Autres charges externes		184 970,71	199 743,01
Aides financières		0,00	0,00
Impôts taxes et versements assimilés		36 100,01	33 720,11
Salaires		596 752,70	599 848,68
Cotisations sociales		251 238,91	294 787,96
Dotations aux amortissements sur immobilisation		19 857,83	103 015,55
Dotations aux provisions		68 567,17	19 338,48
corporelles cédées		0,00	0,00
Autres charges		4 282,33	10 081,64
Total des charges d'exploitation		1 634 794,23	1 679 797,90
1. RESULTAT D'EXPLOITATION		-105 166,80	-13 848,36
Produits financiers		11 707,18	17 918,21
Charges financières		0,00	0,00
2.RESULTAT FINANCIER		11 707,18	17 918,21
Produits Exceptionnels		0,00	94 908,96
Charges Exceptionnelles		0,00	118,25
3.RESULTAT EXCEPTIONNEL		0,00	94 790,71
PERTE		-93 459,62	98 860,56
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Produits			
Prestations en nature		33 421,44	33 228,71
Charges			
Mise à disposition gratuite de biens		33 421,44	33 228,71

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

OBJET SOCIAL

L'Association a notamment pour objet, au titre des articles L. 132-2 et 4 du Code du Tourisme

- De participer à la préparation et à la mise en œuvre, avec les partenaires concernés, de la politique touristique du Département du Loiret, et notamment du schéma de développement touristique, en cohérence avec le schéma régional de développement du tourisme et des loisirs ;
- De mener toute mission d'étude, de veille, de réflexion ou d'analyse ayant rapport avec le tourisme ;
- De développer, de structurer et de qualifier l'offre touristique d'équipements ou d'hébergements ;
- De développer une fonction d'assistance technique, et d'accompagnement auprès des acteurs publics et privés, notamment dans le domaine des nouvelles technologies appliquées au tourisme ;
- D'animer des réseaux d'acteurs et des filières, de coordonner, d'organiser, de soutenir et de représenter le réseau des Offices de Tourisme ;
- De collecter des données et gérer un système d'information touristique ;
- De concevoir, produire et diffuser des contenus touristiques sur tous supports (web, édition, salon, presse...) et pour tous publics (professionnels, touristes, habitants...) ;
- De faciliter la réservation et la vente de séjour, forfaits et prestations touristiques et de loisirs en recherchant la meilleure mise en marché.
- De commercialiser tous types de prestations touristiques, en collaboration avec les professionnels, les organismes et toute structure intéressée.

MOYENS MIS EN ŒUVRE ET RESSOURCES

1- Effectif du personnel

L'effectif de l'association au 31/12/2025 est de 15 personnes et se répartit de la façon suivante :

Effectif en personnel	Temps complet CDI	Temps complet CDD	Temps partiel CDI	Temps Partiel CDD	Contrats alternants
Cadre	0	0	0	0	0
Non cadre	11	1	3	0	0
Total général	11	1	3	0	0

Cette équipe composée de 15 salariés permet de répondre aux différentes missions de l'association :

Pôle direction, moyens généraux

- > Un directeur (*), 1 assistante de direction, 1 responsable ressources humaines, 1 responsable finances et comptabilité

(*) Non compris dans l'effectif salarié, directeur mis à disposition sur facturation par le Conseil Départemental

Pôle structuration

- > 1 responsable de pôle, 2 chargés de mission

Pôle projets de territoire

- > 1 responsable de pôle

Pôle rayonnement

- > 1 responsable de pôle

Pôle communication/ distribution

- > 1 responsable de pôle, 1 graphiste, 3 chargés de mission

Pôle commercialisation

- > 1 responsable de pôle, 1 chargé d'affaires

2- Ressources

Les ressources comprennent des subventions des financeurs suivants :

- Le Conseil départemental du Loiret
- Partenaires « Route de la Rose »

Tourisme Loiret peut également compter sur les cotisations de ses membres.

FAITS CARACTERISTIQUES D'IMPORTANCE SIGNIFICATIVE, DE L'EXERCICE ET POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

→ Evènements principaux de l'exercice
NEANT

→ Faits caractéristiques postérieures à la clôture
NEANT

PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES**Présentation des comptes**

Les documents dénommés états financiers comprennent :

- Le bilan,
- Le compte de résultat,
- L'annexe.

Méthode générale

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du Code de commerce et du plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du règlement ANC n°2023-03 du 7 juillet 2023 modifiant divers règlements de l'ANC, en coordination avec le règlement ANC n°2022-06 du 22 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers, dont le règlement ANC N° n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Changement de méthode d'évaluation

Aucun changement de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice ; en revanche, une modification d'estimation a été appliquée consistant en un ajustement plus précis du taux de risque de départ en fonction de l'âge au titre du calcul de la provision pour la provision pour indemnités de départ à la retraite.

Changement de méthode de présentation

Aucun changement de méthode de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice

INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

FONDS PROPRES

Le compte de fonds propres, qui ne comporte aucun droit de reprise, représente l'ensemble des résultats cumulés au cours des exercices précédents.

Le mouvement de l'exercice correspond à l'affectation du résultat des comptes clos le 31 décembre 2025.

Libellés	2024	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution	2025
Fonds propres sans droit de reprise	0,00				0,00
Fonds propres avec droit de reprise	90 797,29				90 797,29
Réserves	273 098,20	98 860,56	98 860,56	0,00	371 958,76
Report à nouveau	0,00				0,00
Excédent ou déficit de l'exercice	98 860,56				-93 459,62
TOTAL	462 756,05	98 860,56	98 860,56	0,00	369 296,43

FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE

Tourisme Loiret bénéficie en 2019 du versement du boni de liquidation de l'ADEL pour un montant de 65 992.45€ dont 0€ restant à engager au 31/12/2025.

Tourisme Loiret bénéficie en 2022 du versement du boni de liquidation de l'Office de tourisme des Terres du Val de Loire pour un montant de 23 576,76€.

En 2023, Tourisme Loiret utilise 23 565€ soit 11.76€ restant à engager au 31/12/2025

Tourisme Loiret bénéficie en 2024 du versement du boni de liquidation de l'Office de Tourisme Val de Loire Forêt d'Orléans pour un montant de 1 228.08€ dont 1228.08€ reste à engager au 31/12/2025.

SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

Les subventions d'investissement sont reprises au compte de résultat exceptionnel au rythme de l'amortissement des actifs qu'elles ont contribués à financer.

Détail des fonds propres	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
Subventions d'investissement	Montant global	Augmentation	Diminution	Montant global
Montant nominal	207 133,05		1 992,05	205 141,00
Quotes-part virées au résultat	187 503,03	9 387,32	1 992,05	194 898,30
Montant net en fonds propres	19 630,02	9 387,32	0,00	10 242,70

FONDS DEDIES

Détail des fonds dédiés sur subvention d'exploitation	Montant initial	Fonds dédiés à l'ouverture de l'exercice	Utilisation en cours de l'exercice	Report fonds dédiés en fin d'exercice
Route de la Rose	4 000,00	10 059,00	10 059,00	4 000,00
Total des subventions affectées	4 000,00	10 059,00	10 059,00	4 000,00

PROVISIONS POUR CHARGES

Libellés	Début exercice	Augmentation	Diminution	Autre mouvement	Fin exercice
Provision IDR	185 259,97	68 567,17	0,00	0,00	253 827,14
Provision pour charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total	185 259,97	68 567,17	0,00	0,00	253 827,14

IMMOBILISATIONS ET AMORTISSEMENTS

Immobilisations	Début exercice	Augmentation	Diminution	Autre mouvement	Fin exercice
Logiciels	2 693,65	0,00	894,65		1 799,00
Installations générales, agencements	181 502,41	16 509,60	0,00		198 012,01
Matériel Techniques	11 396,20	0,00	0,00		11 396,20
Mobilier	34 853,62	616,80	0,00		35 470,42
Matériel de transport	26 100,00	0,00	0,00		26 100,00
Matériel de bureau et informatique	59 285,29	11 073,46	0,00		70 358,75
Immobilisations en cours	16 509,60	13 192,51	16 509,60		13 192,51
Total	332 340,77	41 392,37	17 404,25	0,00	356 328,89

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

ETAT DES AMORTISSEMENTS

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie de l'immobilisation et conformément à la durée généralement admise.

Immobilisations	Début exercice	Augmentation	Diminution	Autre mouvement	Fin exercice
Logiciels	2 248,89	444,76	894,65		1 799,00
Installations générales, agencements	181 301,12	8 456,09	0,00		189 757,21
Matériel Techniques	8 585,09	1 915,75	0,00		10 500,84
Mobilier	34 565,91	251,11	0,00		34 817,02
Matériel de transport	10 106,50	5 220,00	0,00		15 326,50
Matériel de bureau et informatique	52 265,94	3 570,12	0,00		55 836,06
Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00		0,00
Total	289 073,45	19 857,83	894,65	0,00	308 036,63

ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES

1. Etat des créances

Etat des créances	Montant Brut	à 1 an au plus	A plus d'1 an
Clients	27 444,29	27 444,29	
Autres créances	59 746,23	59 746,23	
Total	87 190,52	87 190,52	0,00

2. Etat des dettes

Etat des créances	Montant Brut	à 1 an au plus	A plus d'1 an	A plus d'5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	78 949,16	78 949,16		
Personnel et comptes rattachés	136 816,54	136 816,54		
Organismes sociaux	76 205,08	76 205,08		
Dettes fiscales	6 312,00	6 312,00		
Autres dettes	0,00	0,00		
Total	298 282,78	298 282,78	0,00	0,00

CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

Rubriques	Charges	Produits
Charges ou produits constatés d'avance	17 459,26	14 738,70
Total	17 459,26	14 738,70

PRINCIPE ET METHODE DE CALCUL DE L'INDEMNITE RETRAITE

La provision retraite concerne l'ensemble du personnel de l'association et est calculée suivant l'article 13b de la Convention Collective, en appliquant un % de probabilité fonction de l'âge des salariés.

Un changement d'estimation a été validé en conseil d'administration du 24 novembre 2025 portant sur l'ajustement du taux de risque de départ en fonction de l'âge, retenu pour le calcul de la provision pour indemnités de départ à la retraite, et intégrant un taux de charges sociales de 50%

Age	% de risque
< 35 ans	20%
Entre 35 et 44 ans	40%
Entre 45 et 54 ans	60%
55 ans	70%
56 ans	75%
57 ans	80%
58 ans	85%
59 ans	90%
60 à 65 ans	100%

ENGAGEMENTS

Cautions : aucune caution au 31/12/2025

Crédit-Bail (décret 83-1020 du 29 novembre 1983 – Article 53) : aucun Crédit-Bail en cours au 31/12/2025

INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

DETAIL DES SUBVENTIONS

SUBVENTIONS	Montants
Conseil Départemental	1 360 051,00
<u>Partenaires Route de la Rose</u>	
Conseil Départemental	1 600,00
Métropole	2 180,00
Communauté de communes :	
Des Loges	1 600,00
Canaux et Forêt	1 600,00
Terre du Val de Loire	2 180,00
Mairie de Bellegarde	1 600,00
OT Grand Pithiverais	7 500,00
Mairie de Montargis	1 600,00
Total	1 379 911,00

Rémunération globale des trois plus hauts cadres dirigeants.

Au titre de l'exercice 2025, l'ADRTL n'emploie pas directement de cadre dirigeant. La direction est assurée par un agent mis à la disposition par le Conseil Départemental du Loiret, dans le cadre d'une convention de mise à disposition refacturée à l'ADRTL. Le coût total refacturé à ce titre s'élève à 75K€ sur l'exercice.

Les contributions volontaires en nature

Tourisme Loiret bénéficie par convention avec le Conseil Départemental jusqu'au 31/12/2025 d'une mise à disposition gratuite de locaux pour une valeur locative annuelle de 25 290TTC ainsi qu'une place de stationnement en souterrain pour une valeur locative de 821,00€.

Le montant de l'avantage en nature sera automatiquement réévalué annuellement à la date anniversaire de la convention.

Les charges d'électricité, chauffage, eau sont estimées à 5 303.44€ et la maintenance à 1 507€ TTC.

Les impressions sont estimées à 500€.

**AGENCE DE DEVELOPPEMENT
ET DE RESERVATION TOURISTIQUE DU LOIRET**
Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901
Siège social : 15 RUE EUGENE VIGNAT
45000 ORLEANS

..*.*.*

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIREAUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

REUNION DE L'ORGANE DELIBERANT RELATIVE A L'APPROBATION
DES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31/12/2025

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Conventions passées au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant, conformément aux dispositions de l'article L. 612-5 du Code de commerce.

CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ORGANE DELIBERANT

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention déjà approuvée par l'organe délibérant dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Fait à ORLEANS, le 21 Mai 2026

Le Commissaire aux comptes
ORCOM AUDIT

Nicolas ROUILLÉ

Associé

